COMMUNIQUÉ DE PRESSE

SUD ÉDUCATION
ACADÉMIE DE NANTES

Nantes, le 17 septembre 2026

PIRATAGE, SILENCE, ABANDON : SIX SEMAINES DE CHAOS NUMÉRIQUE À L'ACADÉMIE DE NANTES

Six semaines.
C'est le temps qu'il aura fallu au Rectorat de Nantes (Loire-Atlantique, Maine-et-Loire, Mayenne, Sarthe, Vendée) pour admettre publiquement l'ampleur de sa propre défaillance. Réuni en F3SCT-A extraordinaire le 11 septembre, il a fini par lâcher quelques chiffres : **156 comptes de l'académie piratés, dont des comptes administrateur donnant accès à l'intégralité du réseau.** Une faille béante, ouverte par une fuite de données que le ministère avait pourtant déjà reconnue au printemps.
Pour y faire face : **75 postes informatiques sécurisés pour cinq départements.** Quant au calendrier de retour à la normale, le rectorat lui-même se refuse à tout engagement ferme.

DES RÉUNIONS POUR BRASSER DE L'AIR, JUSQU'À UNE VRAIE INSTANCE

Depuis fin juillet, le **rectorat a multiplié les points d'étape et les visioconférences** avec les organisations syndicales — souvent ***organisés sur des temps hors travail, en soirée ou en pleine période de congés, parfois annoncés moins de 48 heures à l'avance.***
À chaque fois, le **même refrain** : « c'est en cours de résolution », sans périmètre précis, sans calendrier fiable, sans mesures concrètes annoncées. Plusieurs de ces réunions ont surtout servi à recueillir les dysfonctionnements remontés par les organisations syndicales, plutôt qu'à informer réellement les personnels. Il aura fallu attendre une instance représentative digne de ce nom, la F3SCT-A extraordinaire du 11 septembre, pour obtenir les premières informations concrètes et un minimum de clarté de la part du rectorat.

SUR LE TERRAIN, LA CASSE CONTINUE

Les remontées reçues par SUD éducation dans tous les départements de l'académie parlent d'elles-mêmes :

- Des **AESH sommé·es de « rendre » des heures d'accompagnement** pourtant actées depuis juin, faute de pouvoir éditer un avenant. D'autres privé·es de leurs indemnités journalières.
- Des **postes vacants alors que des contractuel·les attendent une affectation**, et des TZR déplacé·es n'importe où, sans possibilité de correction.
- **Tous les personnels, sans exception** — enseignant·es, AESH, AED, administratifs, personnels de direction — **contraints d'utiliser leur téléphone et leur messagerie personnels** pour faire tourner le service.
- **ONDE hors service** : des enfants de 3 ans n'existent toujours pas administrativement dans leur école.
- **RSST et DEMAST hors service** : impossible de déclarer un accident du travail. Les délais légaux, eux, continuent de courir.
- **Droit syndical entravé** : sans messagerie professionnelle, impossible d'informer les personnels des stages de formation syndicale dans les délais réglementaires.

Une directrice d'école résume ainsi six semaines de rentrée : **impossible de joindre les familles** en cas d'urgence, **aucun accès aux dossiers** des élèves en difficulté, **obligation de consulter ses messages personnels** en pleine classe faute d'autre moyen de communication et un **abandon complet** de la part d'une institution qui ne l'informe de rien.

DES AVIS VOTÉS À L'UNANIMITÉ : IL RESTE À LES TENIR

Grâce à la mobilisation intersyndicale, la F3SCT-A extraordinaire a voté huit avis, à l'unanimité : **garantie des droits liés aux accidents de service, décharges pour les directions d'école, protection fonctionnelle pour les agent·es victimes de la fuite de données.** C'est un point d'appui obtenu de haute lutte.
Ce que nous exigeons maintenant, c'est que ces avis se traduisent en **engagements écrits et datés de l'autorité académique** et non en simples intentions orales qui n'engagent que ceux qui les prononcent en séance.

UN DISCOURS EN DÉCALAGE COMPLET AVEC LE TERRAIN

Officiellement, l'institution n'a pas à demander aux personnels d'utiliser leur téléphone ou leur messagerie personnels pour pallier les manques informatiques. C'est ce qu'affirme le rectorat. Sur le terrain, c'est pourtant très exactement ce qui continue de se produire, partout, depuis six semaines.
On a **numérisé à marche forcée le fonctionnement de l'Éducation nationale,** sans jamais donner aux services les moyens humains et techniques de sa continuité. Quand les outils tombent, ce sont les **personnels qui bricolent et qui s'épuisent**, pendant que le rectorat présente une rentrée qu'il juge globalement réussie.

NOS EXIGENCES

1. **Rétablissement réel et vérifié de tous les outils indispensables** : pas des annonces de réunion démenties le jour même par le terrain.
2. **Engagement écrit et daté de la part du Recteur des huit avis votés le 11 septembre**, en particulier la garantie qu'aucun·e agent·e ne sera pénalisé·e par les délais imposés par la panne (accidents de service, droits syndicaux, mutations, contrats).
3. **Décharges de direction actées et calendarisées**, pas de simples promesses orales en séance.
4. **Transparence totale**, chiffres à l'appui, sur l'ampleur de la faille et le plan de sécurisation mis en œuvre.
5. **Des embauches pérennes pour les services informatiques et administratifs** : pas des rustines à chaque crise.

SUD éducation Académie de Nantes appelle les personnels à continuer de consigner chaque dysfonctionnement, chaque surcharge, chaque atteinte à leurs droits, et à se réunir en heures d'information syndicale pour construire collectivement la suite.
Nous porterons ces exigences à la F3SCT-A du 6 octobre et nous ne nous contenterons pas d'une nouvelle réunion pour faire le point sans rien acter.

Ce sont, une fois de plus, les personnels qui paient les économies faites sur le dos des services publics.
Six semaines de bricolage et de précarité organisée par l'État employeur : la coupe est pleine.
Face à toujours plus d'exploitation, il n'y a qu'une réponse : le rapport de force.
Bosser en mode dégradé, ça suffit !

Solidaires Unitaires Démocratiques

44 : 02 53 45 46 38 - 07 66 53 75 54 / sudeducation44@gmail.com
49 : 06 13 12 99 21 / contact@sudeducation49.org
53 : 06 48 01 81 29 / contact@sudeducation53.org
72 : 07 85 71 19 41 / 72@sudeducation.org
85 : 02 51 47 95 67 / contact@sudeducation85.org